

Le 4 mai 2017

À la défense du syndicalisme international

Récemment, le rôle du syndicalisme national et celui du syndicalisme international ont été mis en évidence. À quelques semaines des élections en Colombie-Britannique, Christy Clark, première ministre de la province, s'est attaquée au confrère Leo Gerard, président international du Syndicat des Métallos, l'accusant sans fondement d'appuyer les droits compensateurs sur le bois d'œuvre que le président Trump voudrait imposer.

La réplique du confrère Gerard n'a pas tardé : « La chef du Parti libéral de la Colombie-Britannique m'accuse à tort d'avoir discuté de la question du bois d'œuvre avec le président Trump, alors que j'ai plutôt fait valoir la protection des emplois de nos membres dans le secteur sidérurgique au Canada et aux États-Unis. Elle a inventé cette accusation de toute pièce. »

Que les politiciens de droite utilisent la tactique « diviser pour mieux régner » ne surprend personne. La première ministre Clark espérait peut-être que les travailleurs et travailleuses du secteur forestier de la Colombie-Britannique mordraient à l'hameçon. Mais ceux-ci le savent bien : ce ne sont pas les syndicats, mais les règles imposées par le Parti libéral de la Colombie-Britannique au cours des 20 dernières années qui ont nui à leur secteur. Elles ont entraîné la fermeture de plus 100 scieries et la perte de 35 000 emplois dans le secteur forestier. À la tête d'un gouvernement qui exporte les billes de bois brutes et les emplois qui en dépendent, Christy Clark n'a aucune crédibilité pour parler de protection d'emplois.

Le confrère Gerard a vivement dénoncé les mesures cyniques prises par les têtes dirigeantes du secteur forestier et leurs amis du gouvernement. « Les droits d'exportation que veut imposer Trump ne feront rien pour protéger les emplois aux États-Unis.

Ils risquent plutôt de coûter aux Américains 8 000 emplois dans le seul secteur de la construction. Ce sont les entreprises forestières américaines qui veulent faire monter les prix et, du même coup, augmenter leurs profits. Et, à vrai dire, les grandes entreprises forestières canadiennes, comme West Fraser et Interfor, devraient en bénéficier quoi qu'on en dise. Elles ont utilisé les profits réalisés en Colombie-Britannique pour acheter des scieries aux États-Unis et protéger leurs investissements. Ce sont les petites entreprises, le secteur de la valeur ajoutée, et, plus important encore, nos membres et leurs collectivités qui accusent les plus durs coups. »

Le STTP a toujours compris que la classe ouvrière ne s'arrêtait pas aux frontières. C'est la raison pour laquelle il travaille activement avec d'autres syndicats des postes partout dans le monde. Les déclarations du confrère Gerard illustrent à merveille les tentatives des sociétés transnationales pour monter les travailleuses et travailleurs d'un pays contre ceux d'un autre pays. Les manigances du Parti libéral de la Colombie-Britannique démontrent bien pourquoi nous avons besoin non seulement de syndicats internationaux, mais aussi de syndicats ayant une perspective internationale.

Solidarité,



Mike Palecek
Président national
2015-2019 / Bulletin n° 244

MP/lg sepb225
ab/scfp 1979

